

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

UN : la tenue du Congrès se précise enfin...

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

IL ne fait désormais plus l'ombre d'aucun doute. Le successeur du patriarche et président de l'Union nationale (UN), Zacharie Myboto, sera connu dans les prochains mois, voire semaines. Après une période plutôt trouble, les "Unionistes" ont pour ainsi dire trouvé un consensus

inhérent à la désignation des congressistes devant procéder au renouvellement des instances dirigeantes de l'UN. Un tournant majeur pour l'écurie politique du "vieil homme". Après un peu plus de cinq décennies de vie politique, le patriarche de "l'Ancienne-Sobraga" avait annoncé en décembre dernier sa volonté de passer le témoin. S'ensuivront des remous internes concernant le mode de

désignation du (ou de la future) chef de file de l'UN. Des tensions qui paraissent désormais lointaines. Le consensus ayant finalement prévalu entre les protagonistes. En atteste la fin de l'opération de désignation des délégués devant participer au Congrès à venir. Ainsi, la liste électorale a été confectionnée sur la base de deux critères. D'une part le respect des articles 11 et 12 des statuts et d'autre part des désignations consensuelles. D'après nos confrères de Gabonreview : "La liste électorale est composée de 650 délégués dont 59 désignés membres de droit à savoir : les membres du bureau national, les parlementaires du parti, les militants du parti qui sont dans les exécutifs locaux (maires, maires adjoints, présidents et vice-présidents de Conseil départemental...). Les 591 délégués issus des organes locaux sont désignés via une répartition



Photo: Adjai Ntoutoume/L'Union

Les militants de l'Union nationale ont finalement trouvé un consensus autour de la confection du fichier électoral.

proportionnelle au nombre de militants de la localité dans le fichier de référence". Selon une source bien introduite, les militants ont, jusqu'au 20 juillet prochain, pour introduire des recours. Avant que le bureau du Congrès, présidé par Raphaël Badenga Lendoye, ne fixe une

date. Sauf changement de dernière minute, le Congrès devrait se tenir durant la première quinzaine du mois de septembre. Pour l'heure, seuls Paulette Missambo et Paul-Marie Gondjout sont candidats à la succession de Zacharie Myboto.

Hôtel de Ville: quels enjeux pour Christine Mba Ndutume ?

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

AVEC sa prise de fonctions ce matin, la nouvelle locataire de l'Hôtel de ville de Libreville, Christine Mba Ndutume, va devoir répondre aux multiples sollicitations sociales et économiques des populations de Libreville. En cela, son programme d'actions qui constituera sa feuille de route durant son mandat revêtira un intérêt singulier. Quels seront les axes forts des deux années de magistrature de Christine Mba Ndutume ? Absolument puisera-t-elle dans l'immense éventail des récriminations qui sont le lot quotidien des Librevillois pour en faire son canevas de travail aux fins d'en donner une satisfaction considérable. Car, elle prend possession d'une ville aux attentes multiples, variées et onéreuses dont les résolutions requièrent des ressources incommensurables. Il y a le sempiternel problème des voiries qui demandent à être soit construites soit restaurées. Les différents chantiers ouverts dans ce sens ici et là dans plusieurs quartiers à l'effet de résorber crevasses et nids-de-poule doivent s'intensifier avec une prise en compte suffisante pour le volet d'aplanissement des risques d'inondations. Tout comme la crasse que constitue le problème de l'insalubrité avec l'amoncellement des ordures ménagères dans les quartiers. Le



Photo: Antoine ESSONNE NDONG/L'Union

Christine Mba Ndutume doit faire face à plusieurs défis.

Le sujet vient de prendre un autre relief avec l'implication du ministre d'État en charge de l'Intérieur, sommant la société Clean Africa de le résoudre au plus vite. Cette actualité toute récente offre une acuité à cette préoccupation d'hygiène publique dont les populations n'ont aucune vocation à s'accoutumer. Il en va de même de l'éclairage public déclinant dans les artères de Libreville, où il faut redoubler de vigilance en roulant la nuit. L'extension dans plusieurs quartiers des réseaux d'eau et d'électricité est loin d'être un sujet négligeable. L'agrandissement de Libreville ne s'est pas accompagné d'un développement proportionnel de ces facteurs de modernité. D'où l'on aperçoit des personnes parcourant des kilomètres à la quête de l'eau potable. Encore que là où le réseau existe, celui-ci souffre de stress hydrique du fait du non-redimensionnement des équipements qui s'en trouvent atrophiés par rapport à la forte demande.

"Gabon Égalité" : et voilà le mentoring politique des femmes !

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

DANS le cadre du programme "Gabon Égalité", une cérémonie de lancement du mentoring politique des femmes a eu lieu récemment sous la présidence de la ministre en charge des Droits de la Femme, Prisca R. Koho-Nlend. Plusieurs femmes, issues aussi bien de la majorité que de l'opposition, y ont pris part. Dans un proche avenir, 100 jeunes femmes étudiantes des universités vont intégrer ce programme. L'objectif du programme mentoring politique est d'inciter les jeunes femmes gabonaises à s'engager en politique en vue d'augmenter leur représentation publique et politique dans les instances de prise de décision. C'est la loi N° 09/2016 du 5 novembre 2016 fixant à 30 % la



Photo: DR

Les membres du gouvernement lors du lancement du Programme Mentoring.

représentativité des femmes aux emplois politiques et au sein de la haute administration qui le précise. "La politique est une école. Et cette école doit être accordée à ces jeunes femmes afin qu'elles aguerrissent leur résilience", a dit la ministre. Autrement dit, ce programme va être un mode d'apprentissage destiné à soutenir les jeunes femmes dans l'acquisition des connaissances dans le domaine politique. C'est un transfert d'expertise entre une personne d'expérience (les

femmes engagées depuis longtemps en politique) et une autre au vécu moindre. Au sujet de ce programme, le ministère des Affaires sociales a soupesé les bases méthodologiques, les conditions de réussite du mentoring, ainsi qu'une esquisse des modules de formation. À l'exemple de l'engagement politique des femmes, l'idéologie politique, le parcours politique, les grands systèmes démocratiques, les institutions et partis, le leadership politique, etc.